

Les Vingt-sept sont prêts à aider Theresa May, mais pas à n'importe quel prix

Union européenne Ils ne sont pas disposés à rouvrir l'accord de retrait pour satisfaire le Parlement britannique.

A lors que la chancelière allemande Merkel patientait sur le tapis rouge, Theresa May s'est momentanément retrouvée coincée à l'arrière de la voiture officielle, en raison d'une portière récalcitrante, ce mardi en début d'après-midi, à Berlin. Comment ne pas voir dans ce minuscule incident un symbole de la situation de la Première ministre britannique ? La veille, Theresa May avait préféré reporter *sine die* le vote à la Chambre des Communes sur l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne conclu entre son gouvernement et les Vingt-sept, plutôt que d'essayer une défaite humiliante qui aurait compromis ses chances de se maintenir au poste de Premier ministre. Mardi, elle a fait appel à l'équipe européenne. Elle a rencontré le Premier ministre néerlandais Rutte à La Haye dans la matinée, puis la chancelière Merkel à Berlin, avant de se rendre à Bruxelles, où elle s'est successivement entretenue avec le président du Conseil européen Donald Tusk, puis celui de la Commission, Jean-Claude Juncker. *"Les Vingt-sept veulent clairement aider [Theresa May]. La question est : comment ?"* a résumé le président Tusk, à l'issue de sa rencontre avec la Première ministre, mardi à Bruxelles.

La marge de manœuvre est étroite

Theresa May a demandé à ses interlocuteurs de trouver une solution pour apaiser *"les préoccupations"* des députés britanniques à propos du "filet de sécurité" prévu par l'accord comme garantie contre le retour d'une frontière dure entre l'Irlande et l'Irlande du Nord après le Brexit. Le *backstop* irlandais prévoit que le Royaume-Uni reste dans une union douanière avec l'UE, au terme de la période de transition, si et tant qu'aucune alternative n'a été trouvée pour éviter une frontière sur l'île d'Irlande. Le secrétaire d'État britannique en charge du Brexit Martin Callanan a précisé lundi à Bruxelles, avant une réunion des ministres des Vingt-sept, que M^{me} May attend *"des assurances juridiquement contraignantes"* que le Royaume-Uni ne restera pas coincé de façon permanente dans le *backstop*.

"[Cet] accord est le meilleur accord possible. C'est le seul accord possible. Il n'y a pas de marge de manœuvre pour quelque renégociation que ce soit", a répété Jean-Claude Juncker mardi matin devant le Parlement européen. *"Il est possible de donner des clarifications et des interpréta-*

tions supplémentaires. Mais sans rouvrir l'accord de retrait. Ça, ça n'arrivera pas", a prévenu le président de la Commission. L'idée serait d'ajouter à l'accord une déclaration qui stipulerait que les deux parties sont déterminées à tout mettre en œuvre pour que le *backstop* ne soit jamais activé. *"Mais il y a des limites à ce qu'on peut faire"*, glisse une source européenne. *"On ne peut pas avoir un protocole qui contredirait ce que dit le texte principal."* Les Vingt-sept n'ont aucun intérêt à provoquer la chute de Theresa

May, mais ils ne sont pas prêts à tout pour l'éviter. À vrai dire, les Européens *are not amused* par cette demande de la 25^e heure. *"Il y a eu plus de négociations entre Britanniques qu'entre le Royaume-Uni et l'UE. Et là, nous voyons une tentative de rouvrir la négociation. Ce petit jeu n'a que trop duré"*, a pesté le chef du groupe du Parti populaire européen, Manfred Weber, au Parlement.

Le scénario du "no deal" se profile

Les Vingt-sept sont dubitatifs sur le fait qu'une déclaration suffirait à retourner les députés britanniques prêts à voter contre l'accord de retrait. Notamment parce que derrière les craintes concernant le *backstop* se cachent des oppositions plus fondamentales à l'accord de retrait et à la déclaration politique sur la future relation entre les deux parties. Comment M^{me} May pourrait-elle conten-

ter à la fois ceux qui veulent conserver avec l'UE la relation la plus étroite possible, sur le "modèle norvégien" et ceux qui veulent la limiter à un accord de libre-échange ? La Première ministre paie au prix fort l'ambiguïté entretenue depuis le début quant au type de Brexit voulu et son incapacité à forger un consensus national sur ce sujet.

Aussi les Vingt-sept devraient-ils demander, jeudi, une accélération des préparatifs pour atténuer l'impact d'un Brexit désordonné. *"Parce que c'est une hypothèse qui n'est pas improbable"*, a commenté la ministre française en charge des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, lundi.

Olivier le Bussy

"Il n'y a pas de marge de manœuvre pour quelque renégociation que ce soit."

Jean-Claude Juncker
Président de la Commission